



## Impasse tragique

Les mouvements sociaux qui éclatent sur tout le territoire et dans les différents secteurs d'activité contre la loi travail sont emblématiques de tout le mécontentement accumulé depuis de nombreux mois.

La politique libérale d'un président élu sur un programme dont il a trahi quasiment tous les engagements (moi, Président) imprime durablement dans la conscience des français une perte totale de confiance dans les politiques et leur capacité à améliorer nos conditions d'existence.

Cette situation, quasi insurrectionnelle, par certains côtés, en marge des mouvements protestataires et des manifestations légitimes, montre à quel point notre de société est en difficulté pour ne pas dire en souffrance.

La future campagne des présidentielles nous prépare des moments pathétiques qui ne redoreront pas l'image qu'offrent nos politiques depuis l'ère Sarkozy. Quels que soient les programmes et le candidat sorti des urnes, les Français sont intimement persuadés qu'il leur sera demandé de nouveaux sacrifices, tout aussi inutiles que ceux consentis auparavant pour redresser le pays.

Les Français sont excédés de ces politiques qui par leur lâcheté ou leur incompétence ont façonné une société profondément inégalitaire et discriminante, cédant leurs pouvoirs aux intérêts financiers.

Au CNC, nous ressentons également ce malaise, aggravé par une équipe dont les orientations sont manifestement libérales.

Vos représentants sont confrontés à la difficulté de faire respecter les droits des agents ainsi que leur travail.

Les déplacements arbitraires d'agents, les raccourcis pris dans les procédures de recrutement ou dans la gestion du personnel, les restrictions drastiques sur les déplacements empêchant les agents d'aller à la rencontre des professionnels, la volonté d'imposer le contrôle horaire (pour notre bien à tous !), une réforme indemnitaire au rabais pour les forces vives du CNC (notamment pour les 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> catégorie reléguées massivement en groupe E), sans oublier le mépris très décomplexé affiché publiquement contre vos élus.

Les quelques avantages accordés aux agents, tels que la carte illimitée, la mutuelle et les primes de fin d'année relativement modestes pour les catégories les moins bien rémunérées, peinent à faire oublier un environnement professionnel très dégradé et une profonde inquiétude pour l'avenir.

Face à ce constat et le passage en force de la loi Travail (recours au 49.3), la FSU s'associe aux autres organisations syndicales (CGT, FO, Solidaires, Unef, FIDL et UNL) et appelle à la mobilisation le jeudi 26 mai, journée nationale de grève interprofessionnelle.

La section FSU du CNC.